

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1908-1909

BUDGETS DES RECETTES ET DES DÉPENSES

POUR

L'EXERCICE 1909

EXPOSÉ GÉNÉRAL

MESSIEURS,

D'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre à la Législature quinze projets de loi formant le Budget général des Recettes et des Dépenses du Royaume pour l'exercice 1909, ainsi que le projet de Budget des Recettes et des Dépenses pour ordre.

Le projet de loi contenant le Budget des Voies et Moyens renferme, au titre I^{er}, trois dispositions d'ordre fiscal.

D'après l'ensemble des projets formant le Budget général, le bilan présumé de l'exercice 1909 s'établit ainsi qu'il suit :

Montant des évaluations de recettes . . . fr.	619,200,944	»
— prévisions de dépenses . . .	618,895,733	II
Soit un excédent de recettes de . . . fr.	<u>305,210</u>	<u>89</u>

Le tableau suivant présente le détail de ces chiffres mis en regard de ceux du Budget de 1908 :

DÉSIGNATION DES BUDGETS.	MONTANT DES BUDGETS		DIFFÉRENCES.	
	votés pour l'exercice 1908.	en projet pour l'exercice 1909.	Augmentations.	Diminutions
Dette publique	Dépenses ordinaires . . . 174,275,093 91	178,057,751 31	3,782,657 40	»
	— exceptionnelles. »	»	»	»
Dotations	— ordinaires . . . 5,398,270 »	5,410,290 »	12,020 »	»
	— exceptionnelles. »	»	»	»
Ministère de la Justice . . .	— ordinaires . . . 27,796,500 »	27,975,200 »	178,700 »	»
	— exceptionnelles. 1,845,000 »	925,000 »	»	920,000 »
— des Affaires Étran- gères	— ordinaires . . . 4,005,863 »	4,031,408 »	25,545 »	»
	— exceptionnelles. »	»	»	»
— de l'Intérieur et de l'Agriculture. . .	— ordinaires . . . 17,163,599 »	16,882,947 »	»	280,652 »
	— exceptionnelles. 374,000 »	229,550 »	»	144,450 »
— des Sciences et des Arts	— ordinaires . . . 32,299,610 »	32,577,892 »	287,282 »	»
	— exceptionnelles. 1,496,925 »	1,211,485 47	»	285,439 53
— de l'Industrie et du Travail	— ordinaires . . . 22,251,317 »	22,206,817 »	»	44,500 »
	— exceptionnelles. 496,674 »	665,000 »	168,326 »	»
— des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.	— ordinaires . . . 224,721,314 »	218,971,628 »	»	5,749,686 »
	— exceptionnelles. 250,000 »	»	»	250,000 »
— de la Guerre.	— ordinaires . . . 50,551,274 48	50,722,005 63	170,731 15	»
	— exceptionnelles. 6,565,700 »	7,450,500 »	884,800 »	»
Gendarmerie	— ordinaires . . . 7,987,048 88	8,041,091 70	54,042 82	»
	— exceptionnelles. 867,380 »	634,520 »	»	232,860 »
Ministère des Finances . . .	— ordinaires . . . 21,269,665 »	21,269,665 »	»	»
	— exceptionnelles. 8,000 »	8,000 »	»	»
— des Travaux publics.	— ordinaires . . . 16,352,532 »	16,531,482 »	178,950 »	»
	— exceptionnelles. 2,120,000 »	1,375,000 »	»	745,000 »
Non- Valeurs et Remboursements	3,101,000 »	2,801,000 »	»	300,000 »
Ministère des Colonies . . .	— ordinaires . . . »	917,500 »	917,500 »	»
	— exceptionnelles. »	»	»	»
TOTAL.	Dépenses ordinaires . . . 607,164,087 27	606,396,677 64	5,607,428 37	6,374,838 »
	— exceptionnelles. 14,023,679 »	12,499,055 47	1,053,126 »	2,577,749 53
TOTAL GÉNÉRAL.	621,187,766 27	618,895,733 11	6,660,554 37	8,952,587 53
Voies et Moyens	»	619,200,944 »		
EXCÉDENT DES RECETTES		305,210 89	— 2,292,033 16	

En ce qui concerne les recettes, le tableau suivant indique par branche de revenu, comparativement à 1908, les augmentations et les diminutions qui résultent du nouveau projet de Budget des Voies et Moyens :

	Augmentations.	Diminutions.
	—	—
ART. 1. Contribution foncière . fr.	332,000 »	»
» 2. Contribution personnelle .	584,000 »	»
» 3. Droit de patente.	1,610,000 »	»
» 4. Redevances sur les mines .	»	523,000 »
» 5. Douanes	87,150 »	»
» 6. Accises	»	2,117,650 »
» 8. Enregistrement et trans- cription.	500,000 »	»
» 9. Greffe	20,000 »	»
» 10. Hypothèques. Droits d'in- scription	25,000 »	»
» 11. Successions	500,000 »	»
» 16. Rivières et canaux	475,000 »	»
» 20. Chemin de fer	»	11,800,000 »
» 21. Télégraphes et téléphones.	700,000 »	»
» 22. Postes	»	362,200 »
» 29. Produits divers et acci- dentels	30,000 »	»
» 30. Revenus des domaines. . .	180,000 »	»
» 34. Produit de l'emploi des fonds de cautionnements et de consignations	65,000	»
» 42. Part réservée à l'État par la loi du 26 mars 1900		
A REPORTER. . . fr.	5,108,150 »	14,802,850 »

REPORT. . . fr. 5,108,150 » 14,802,850 »

dans les bénéfices
annuels réalisés par la
Banque Nationale de
Belgique 100,000 » »

ART. 43. Bonification d'un quart pour cent par semestre sur l'excédent de la cir- culation moyenne au delà de 275 millions de francs des billets de la Banque Nationale de Belgique. (Loi du 26 mars 1900, art. 2, 3 ^e ali- néa.).	100,000 »	»
» 46. Intérêts et dividendes des actions de la Société Na- tionale des Chemins de fer vicinaux	200,000 »	»
» 50 (nouveau). Prélèvement sur le fonds de la Caisse de remplacement du Dépar- tement de la Guerre. . .	6,892,000 »	»
» 51. Frais de perception des centimes provinciaux et communaux	35,000 »	,
» 55. Abonnement des provinces pour réparations d'en- retien des maisons d'ar- rêt et de justice, achat et entretien de leur mobi- lier	»	5,000 »
A REPORTER . . fr.	12,435,150 »	14,807,850 »

REPORT. . . fr. 12,435,150 » 14,807,850 »

ART. 63. Part des provinces et des
communes dans le paie-
ment des pensions des in-
stituteurs communaux.

(Loi du 16 mai 1876.) 168,720 » »

Fr. 12,603,870 » 14,807,850 »

DIMINUTION. . fr. 2,203,980 »

Les augmentations et les diminutions proposées tant du côté des évaluations de recettes que du côté des prévisions de dépenses, relevées aux deux tableaux qui précèdent, sont justifiées dans les notes préliminaires qui se trouvent en tête des divers projets de Budget.

L'IMPÔT SUR LES EAUX-DE-VIE.

Le tableau ci-après, formant la suite de ceux qui ont figuré jusqu'ici dans les Exposés généraux, montre que la consommation de l'alcool de bouche conserve une tendance à décroître. Les faits officiellement connus se rapportant aux huit premiers mois de la présente année font ressortir la consommation à 5^h47 en 1908 contre 5^h58 en 1907.

Eaux-de-vie. — Situation des années 1890 à 1908.

	1890.	1891.	1892.	1893.	1894.	1895.	1896.	1897.	1898.	1899.	1900.	1901.	1902.	1903.	1904.	1905.	1906.	1907.	1908.		
	H. à 50°.	H. à 50°.	H. à 50°.	H. à 50°.	H. à 50°.	H. à 50°.	H. à 50°.	H. à 50°.	H. à 50°.	H. à 50°.	H. à 50°.	H. à 50°.	H. à 50°.	H. à 50°.	H. à 50°.	H. à 50°.	H. à 50°.	H. à 50°.	H. à 50°.	8 mois. H. à 50°	
Fabrication indigène.	Quantités légalement constatées	566,284	588,135	587,822	584,370	584,731	628,431	546,471	592,645	593,341	678,456	716,951	736,905	657,165	492,213	658,034	618,726	636,503	667,630	462,216	
	Excédents indemnes sous l'ancien régime (8 % des quantités légalement constatées)	45,303	47,051	47,026	46,720	46,776	50,272	43,712	31,600	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Total de la production.	611,587	635,186	634,848	631,090	631,507	678,703	590,183	624,245	593,341	678,456	716,951	736,905	657,165	492,213	658,034	618,726	636,503	667,630	462,216		
Importations.	15,050	16,429	16,309	16,020	18,041	18,286	17,642	12,173	12,484	12,297	13,960	17,837	11,850	10,471	10,622	12,316	12,783	14,058	9,649		
TOTAUX.	626,637	651,615	651,157	647,110	649,548	696,989	607,825	636,418	605,825	690,753	730,911	754,742	669,015	502,684	668,656	631,042	649,287	681,688	471,865		
Exportations avec décharge des droits.	17,418	10,202	9,798	4,302	4,453	4,764	3,740	2,972	26,161	108,868	83,567	58,349	52,287	67,413	161,100	128,101	127,800	108,310	66,983		
Reste pour la consommation.	609,219	641,413	641,359	642,808	645,095	692,225	604,085	633,446	579,664	581,885	647,344	696,393	616,728	435,271	507,556	502,941	521,478	573,378	404,882		
Quantités utilisées à des usages industriels (*)	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	20,047	26,368	40,129	65,172	94,290	96,358	112,297	175,150	141,449		
Quantités destinées à la consommation humaine	594,219	626,413	626,359	627,808	630,095	677,225	589,085	618,446	564,664	566,885	627,297	670,025	576,599	370,099	413,266	406,583	409,181	400,228	263,433		
Population (2)	6,069,321	6,129,054	6,189,375	6,250,289	6,311,803	6,373,922	6,436,653	6,500,001	6,563,973	6,628,573	6,693,810	6,759,690	6,826,219	6,893,403	6,961,248	7,029,761	7,098,042	7,168,816	7,215,848		
Consommation présumée (*) par tête d'habitant. (Nombre de litres.)	9 lit. 79	10 lit. 22	10 lit. 12	10 lit. 04	9 lit. 98	10 lit. 62	9 lit. 15	9 lit. 51	8 lit. 60	8 lit. 55	9 lit. 37	9 lit. 91	8 lit. 45	5 lit. 37	5 lit. 94	5 lit. 78	5 lit. 76	5 lit. 58	5 lit. 47		
	10 lit. 03			9 lit. 76			8 lit. 98			5 lit. 69											

(1) Dont 395,203 hectolitres produits sous le régime antérieur à la loi du 15 avril 1896 et 197,442 sous le nouveau régime.

(2) Antérieurement à la loi de 1896, il n'était pas accordé décharge de l'accise pour les alcools utilisés à des usages industriels; après enquête, on a évalué à 15,000 hectolitres la quantité d'alcool employée annuellement à ces usages antérieurement à 1897. En 1897, la quantité utilisée avec décharge de l'accise par les industries employant de l'alcool a été de 10,000 hectolitres environ. On estime que la différence de 5,000 hectolitres a continué d'être utilisée sans décharge des droits; cette quantité est comprise dans les chiffres mentionnés pour les années 1897 à 1908.

(3) La population de 1890 et de 1900 s'entend de la population de droit accusée par le recensement décennal. Pour les autres années, la population a été établie d'après une progression constante résultant des chiffres de 1890 et de 1900.

(4) La réalité ne répond à cette présomption que pour autant que le stock existant au 1^{er} janvier n'ait subi ni augmentation ni réduction dans le courant de l'année.

(5) Ce chiffre a été calculé sur la base des faits constatés pendant les huit premiers mois.

LA COMPTABILITÉ BUDGÉTAIRE.

Ainsi que le Gouvernement l'a fait remarquer dans les Exposés précédents, les charges nouvelles résultant des modifications de comptabilité introduites en 1895 aggravent considérablement les conditions d'équilibre du Budget général. Elles ne l'ont cependant pas empêché de solder une fois de plus en 1907 par un boni, et cela malgré les résultats défavorables de l'exploitation des chemins de fer, dont le déficit pour 1907 s'élève à fr. 6,811,380 28. Ce solde passif, succédant au solde actif de fr. 8,174,298 76 de 1906, marque une oscillation de fr. 14,985,679 04; l'année 1908 devra, à son tour, s'inscrire pour une somme probablement plus importante que celle de 1907 parmi les années déficitaires de notre réseau.

L'état de malaise économique, sinon de crise, qui règne partout et dont ces chiffres sont l'expression devrait, semble-t-il, avoir une répercussion désastreuse sur le Budget général d'un pays où, comme en Belgique, la moitié des voies et moyens est représentée par le produit des péages. Mais, dès à présent, l'appréhension d'une crise prolongée s'atténue et des symptômes de relèvement des affaires apparaissent, si bien qu'un effort de quelques mois en vue de restreindre les dépenses aura suffi pour assurer l'équilibre budgétaire.

Les charges nouvelles dont il est parlé plus haut se traduisent, pour l'exercice prochain, notamment en ce qui concerne l'amortissement obligatoire de la Dette publique

par une somme de	fr. 12,500,000 »
et en ce qui concerne les dépenses exceptionnelles par une somme de	fr. 12,500,000 »

Parmi ces dernières dépenses, il en est qui auraient pu être différées, notamment celles d'ordre militaire; le Gouvernement a préféré, plutôt que de les ajourner, les couvrir en partie à l'aide d'un prélèvement sur le fonds de remplacement.

Le tableau ci-après indique année par année, pour la dernière

période décennale, le montant du boni effectif et celui des dépenses exceptionnelles :

EXERCICES.	BONIS EFFECTIFS.	DÉPENSES EXCEPTIONNELLES.	Observations.
1898	12,100,949 55	10,791,145 49	
1899	17,601,155 44	16,780,364 49	
1900	15,049,989 97	13,974,845 74	
1901	2,539,525 11	13,856,763 10	
1902	3,215,338 72	13,653,128 48	
1903	2,901,290 91	10,904,563 18	
1904	6,231,764 57	11,336,373 91	
1905	14,737,030 38	19,130,182 80	
1906	5,646,580 11	22,667,054 50	
1907 (1)	1,050,000 »	21,024,000 »	(1) Résultat approximatif.

LES DÉPENSES EXTRAORDINAIRES ET LA DETTE PUBLIQUE.

Le Gouvernement s'est expliqué dans les Exposés généraux précédents sur la fonction du Budget extraordinaire ainsi que sur la légitimité et la productivité de l'emprunt tel qu'il est pratiqué en Belgique.

Les crédits qui grèvent le Budget ordinaire pour le service des intérêts et le fonctionnement obligatoire de l'amortissement de la Dette publique constituent la charge intégrale de celle-ci; ils assurent le paiement par annuités des dépenses qui ont été soldées par l'emprunt, et réalisent l'extinction graduelle de celui-ci au moyen des ressources annuelles du Trésor. La Dette n'est donc pas une charge distincte des autres charges comprises dans les dépenses ordinaires.

Il importe dès lors, au point de vue de l'équilibre du Budget général, de se rendre compte de la productivité de l'emprunt et de vérifier dans quelle mesure les revenus procurés par les dépenses auxquelles il a été affecté couvrent les intérêts et l'amortissement de la Dette.

C'est dans ce but qu'a été dressé le tableau qui va suivre;

il résume sous la forme concise d'un bilan (1) les chiffres du Budget général de 1909 tels qu'ils résultent des projets de Budgets.

Les dépenses figurant au *débit* se classent en deux grandes catégories : la première comprend les dépenses relatives à l'exploitation des régies industrielles assumées par l'État (chemins de fer, postes, télégraphes, téléphones, marine) et de son domaine privé, ainsi que la charge annuelle des intérêts et de l'amortissement de la Dette publique, laquelle a été contractée presque en entier pour les dépenses d'établissement et d'outillage desdites régies ; — la seconde embrasse les dépenses publiques proprement dites, y compris les dépenses exceptionnelles précédemment imputées sur le Budget extraordinaire.

Au *crédit*, en regard de chacune des catégories de dépenses susmentionnées, apparaissent les recettes qui en forment la contre-partie : d'abord ce qui peut être qualifié de revenu privé de l'État, c'est-à-dire le produit des placements financiers et la recette brute des régies ; ensuite les revenus publics consistant principalement dans le rendement des impôts.

(1) Les résultats des exercices 1905 à 1907 ont été présentés sous la même forme dans l'Exposé de la situation du Trésor public au 1^{er} janvier 1908.

DÉBIT.

Bilan de l'exercice 1909, d'après les

	<table> <tr> <td rowspan="2">Dette consolidée.</td> <td>Intérêts</td> <td>103,338,547 17</td> <td rowspan="2">} 115,838,910 93</td> </tr> <tr> <td>Amortissement</td> <td>12,500,363 76</td> </tr> </table>	Dette consolidée.	Intérêts	103,338,547 17	} 115,838,910 93	Amortissement	12,500,363 76	
Dette consolidée.	Intérêts		103,338,547 17	} 115,838,910 93				
	Amortissement	12,500,363 76						
	<table> <tr> <td rowspan="2">Annuités dues par l'État.</td> <td>Intérêts</td> <td>12,349,078 26</td> <td rowspan="2">} 16,194,824 27</td> </tr> <tr> <td>Amortissement</td> <td>3,845,746 01</td> </tr> </table>	Annuités dues par l'État.	Intérêts	12,349,078 26	} 16,194,824 27	Amortissement	3,845,746 01	
Annuités dues par l'État.	Intérêts		12,349,078 26	} 16,194,824 27				
	Amortissement	3,845,746 01						
Dépenses afférentes au service de la Dette.	Dette flottante. — Intérêts des bons du Trésor	3,500,000 »						
Chap. 1 ^{er} du Budget de la Dette publique.		<hr/>	135,533,735 20					
	Intervention de l'État dans la formation du capital d'établissement des chemins de fer vicinaux	3,260,000 »						
	Intervention de l'État dans la formation du capital de la Société anonyme du canal et des installations maritimes de Bruxelles	350,000 »						
	Autres charges	867,187 76						
		<hr/>	140,010,922 96					
Dépenses afférentes aux règles de l'État.	Chemins de fer, postes, télégraphes, téléphones et marine (1)	221,371,628 »						
	Domaine privé de l'État.	1,181,000 »						
		<hr/>	222,552,628 »					
			362,563,550 96					
Autres dépenses.	Dépenses ordinaires	243,833,126 68						
	Dépenses exceptionnelles	12,499,055 47						
		<hr/>	256,332,182 15					
	Excédent de recettes. (Boni.)		305,210 89					
			<hr/>					
			619,200,944 »					

(1) Y compris les pensions afférentes à ces services.

chiffres du projet du Budget général

CRÉDIT.

Revenu direct des capitaux.	Intérêts et dividendes des actions de la Société nationale des chemins de fer vicinaux	2,700,000 »	
	Intérêts et dividendes des actions de la Compagnie du chemin de fer du Congo	580,000 »	
	Quote-part de l'État dans le dividende attribué pour l'exercice 1907 aux actionnaires de la Société anonyme du canal et des installations maritimes de Bruxelles	200,000 »	
	Intérêts d'obligations de Sociétés d'armement mari- time	165,000 »	
	Indemnité payée par le Gouvernement chinois (*)	1,210,100 »	
			5,255,100 »
Produit brut des régies.	Chemins de fer, postes, télégraphes, téléphones et marine	307,339,100 » ⁽²⁾	
	Domaine privé de l'État	2,480,000 »	
			309,819,100 »
			315,074,200 »
Produit des impôts.	Contributions directes, douanes et accises	202,498,500 »	
	Droits d'enregistrement, de succession, de timbre, etc.	73,203,000 »	
			275,701,500 »
Autres recettes			28,425,244 »
			304,126,744 »
			619,200,944 »

(*) Cette indemnité, attribuée à divers particuliers et sociétés, a été capitalisée par le Trésor en vertu de la loi du 14 mai 1904.

(2) Abstraction faite de la somme de 13,976,900 francs dévolue au Fonds communal sur le produit des Postes.

Il ressort de ces chiffres que la charge annuelle des intérêts et de l'amortissement de la Dette publique, augmentée des dépenses relatives à l'exploitation des régies industrielles et du domaine privé de l'État, est couverte, à 47 millions près, par le produit brut de ces régies et par le revenu des placements financiers. Encore faut-il ne pas perdre de vue que les capitaux affectés aux grands travaux publics ne sont pas immédiatement productifs ; tel est le cas pour les dépenses considérables nécessitées par les extensions du chemin de fer : complètement improductives pendant les années qu'exige l'exécution des travaux, elles ne deviennent rémunératrices que progressivement, pour n'atteindre toute leur puissance de productivité qu'après une longue période d'utilisation des installations nouvelles.

On peut, d'autre part, affirmer que cette différence de 47 millions disparaîtrait si l'on pouvait chiffrer le rendement des dépenses d'outillage économique dont la productivité indirecte n'apparaît pas spécialement dans le Budget et dont le montant en capital s'est élevé, de 1830 à 1907, à environ 775 millions (1).

(1)	Ports et côtes.	fr.	258,357,985	80
	Canaux et rivières		350,102,410	86
	Routes et ponts, etc.		165,849,187	83
	ENSEMBLE.	fr.	774,309,584	49

(2) Tableau extrait de celui qui a été publié dans la Note préliminaire du Budget des Recettes

	1895.	1896.	1897.	1898.	1899.	
Domaine public immobilier :						
a) Achats	115,526 46	34,194 31	»	95,000 »	»	
b) Constructions. {	Palais de justice, prisons, établissements de bienfaisance	175,116 04	64,432 81	1,250 »	»	»
	Monuments et bâtiments divers	1,688,261 07	773,893 88	187,146 81	»	280,279 08
	Établissements d'instruction, conservatoires de musique et musées	841,045 87	96,971 38	269,907 21	213,412 41	73,462 57
Œuvres d'art et de sciences, expositions	57,411 49	11,962 51	»	»	»	
Bâtiments militaires, fortifications, armement	4,484,058 42	5,188,819 03	5,453,761 53	1,280,043 19	251,284 87	
Dépenses diverses	1,144,147 44	414,449 91	»	»	»	
TOTAL.	8,505,566 79	6,584,723 83	5,912,065 55	1,588,455 60	605,026 52	

L'emploi productif de l'emprunt étant ainsi établi, il est particulièrement intéressant de montrer que le Gouvernement est arrivé à faire face aux dépenses extraordinaires étrangères à l'outillage économique sans devoir recourir aux ressources du crédit.

Le tableau ci-dessous (*) fait voir que, pendant la période de 1895 à 1907, les dépenses extraordinaires proprement dites, autres que celles relatives à l'outillage économique, se sont élevées à fr. 73,441,349 36.

Or, pendant la même période, les bonis du Budget général, qui viennent en déduction des capitaux demandés à l'emprunt, ont atteint fr. 100,264,759 80, savoir :

Exercice 1895.	fr.	7,316,833 05
— 1896.		6,103,286 56
— 1897.		5,771,014 43
— 1898.		12,100,949 55
— 1899.		17,601,156 44
— 1900.		15,049,989 97
— 1901.		2,539,525 11
— 1902.		3,215,338 72
— 1903.		2,901,290 91
— 1904.		6,231,764 57
— 1905.		14,737,030 38
— 1906.		5,646,580 11
— 1907. . (Chiffre approximatif) . .		1,050,000 »
		100,264,759 80

et des Dépenses extraordinaires pour l'exercice 1908. (*Doc. parl.*, Chambre, n° 141, pp. 4-5.)

1900.	1901.	1902.	1903.	1904.	1905.	1906.	1907.	Total général.
2,611,480 96	187,464 51	1,070,098 »	2,054,634 14	3,564,174 64	2,188,053 13	2,025,960 12	2,549,127 68	16,495,713 95
»	»	»	»	»	»	»	»	240,798 85
8,040 73	80,233 33	216,186 82	548,799 70	247,711 74	1,234,680 59	1,559,958 99	1,407,706 22	8,242,898 96
253,832 86	391,801 16	237,437 24	534,872 55	871,253 32	965,275 12	876,285 73	1,482,923 07	7,108,480 49
»	»	»	»	»	»	»	»	69,374 »
242,263 20	329,123 64	20,631 64	1,032,331 71	1,096,769 76	1,733,174 49	5,753,484 27	5,859,740 01	32,725,485 76
»	»	»	1,443,340 93	2,959,467 83	1,033,480 91	1,563,710 33	»	8,558,597 35
3,115,617 75	988,622 64	1,554,353 70	5,613,979 03	8,739,377 29	7,154,664 24	11,779,399 44	11,299,496 98	73,441,349 36

Ce qui revient à dire que si ces 73 millions de dépenses, au lieu d'être portées au Budget extraordinaire, avaient été incorporées au Budget ordinaire parmi les « Dépenses exceptionnelles », l'équilibre budgétaire n'en eût pas été compromis ; les bonis de l'ensemble de la période 1895-1907 se fussent encore élevés à fr. 26,823,410 44.

Les deux conditions auxquelles est subordonnée la légitimité de l'emprunt se trouvent ainsi vérifiées : d'une part, l'intégralité de nos emprunts — et même une partie de nos revenus ordinaires — est consacrée à des dépenses d'outillage économique directement ou indirectement productives de revenus ; d'autre part, la productivité de l'outillage ainsi constitué exonère le pays des charges de l'emprunt.

Le Ministre des Finances,

JUL. LIEBAERT.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTIJD 1908-1909

BEGROOTINGEN VAN ONTVANGSTEN EN UITGAVEN

VOOR

HET DIENSTJAAR 1909

ALGEMEENE TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Ingevolge de bevelen van den Koning, heb ik de eer aan de Wetgeving voor te leggen, vijftien ontwerpen van wet uitmakende 's Rijks Algemeene Begrooting der ontvangsten en uitgaven voor het rekeningsjaar 1909, alsmede het ontwerp van Begrooting der Ontvangsten en Uitgaven voor order.

Het ontwerp van wet dat de Begrooting van 's Lands Middelen inhoudt, bevat, in hoofdstuk I, drie beschikkingen van fiskalen aard.

Volgens de gezamenlijke ontwerpen die de Algemeene Begrooting uitmaken, doet de vermoedelijke balans over het dienstjaar 1909 zich voor, als volgt :

Bedrag der schattingen van ontvangsten . fr.	619,200,944	»
— vermoedelijke uitgaven . . .	618,895,733	11
	<hr/>	
't zij een overschot van ontvangsten van. fr.	305,210	89

Navolgende tabel toont aan de bijzonderheden van die cijfers geplaatst tegenover die der Begrooting van 1908 :

AANDUIDING DER BEGROOTINGEN.	BEDRAG DER BEGROOTINGEN		VERSCHILLEN.	
	gestemd voor het dienstjaar 1908.	in ontwerp voor het dienstjaar 1909.	Vermeerderingen.	Verminderingen.
Openbare Schuld	Gewone uitgaven 174,275,093 91	178,057,751 31	3,782,657 40	»
	Buitengewone uitgaven »	»	»	»
Dotatiën	Gewone uitgaven 5,398,270 »	5,410,290 »	12,020 »	»
	Buitengewone uitgaven »	»	»	»
Ministerie van Justitie	Gewone uitgaven 27,796,500 »	27,975,200 »	178,700 »	»
	Buitengewone uitgaven 1,845,000 »	925,000 »	»	920,000 »
Ministerie van Buitenlandsche Zaken	Gewone uitgaven 4,005,865 »	4,031,408 »	25,545 »	»
	Buitengewone uitgaven »	»	»	»
Ministerie van Binnenland- sche Zaken en Landbouw.	Gewone uitgaven 17,163,599 »	16,882,047 »	»	280,652 »
	Buitengewone uitgaven 374,000 »	229,550 »	»	144,450 »
Ministerie van Wetenschap- pen en Kunsten	Gewone uitgaven 32,290,610 »	32,577,892 »	287,282 »	»
	Buitengewone uitgaven 1,496,925 »	1,211,485 47	»	285,439 53
Ministerie van Nijverheid en Arbeid	Gewone uitgaven 22,251,317 »	22,206,817 »	»	44,500 »
	Buitengewone uitgaven 496,674 »	565,000 »	168,326 »	»
Ministerie van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafen	Gewone uitgaven 224,721,314 »	218,971,628 »	»	5,749,686 »
	Buitengewone uitgaven 250,000 »	»	»	250,000 »
Ministerie van Oorlog	Gewone uitgaven 50,551,274 48	50,722,005 63	170,731 15	»
	Buitengewone uitgaven 6,565,700 »	7,450,500 »	884,800 »	»
Gendarmerie	Gewone uitgaven 7,987,048 88	8,041,091 70	54,043 82	»
	Buitengewone uitgaven 867,380 »	634,520 »	»	232,860 »
Ministerie van Financiën	Gewone uitgaven 21,269,665 »	21,269,665 »	»	»
	Buitengewone uitgaven 8,000 »	8,000 »	»	»
Ministerie van Openbare Werken	Gewone uitgaven 16,352,532 »	16,531,482 »	178,950 »	»
	Buitengewone uitgaven 2,120,000 »	1,375,000 »	»	745,000 »
Onwaarden en Terugbetalingen	3,101,000 »	2,801,000 »	»	300,000
Ministerie van Koloniën	Gewone uitgaven »	917,500 »	917,500 »	»
	Buitengewone uitgaven »	»	»	»
TOTAAL	Gewone uitgaven 607,164,087 27	606,395,677 64	5,607,428 37	6,374,838 »
	Buitengewone uitgaven 14,023,679 »	12,499,055 47	1,053,126 »	2,577,749 53
ALGMEEN TOTAAL	621,187,766 27	618,895,733 11	6,660,554 37	8,952,587 53
's Lands middelen	»	619,200,944 »		
OVERSCHOT DER ONTVANGSTEN		305,210 89	— 2,292,033 16	

Voor hetgeen de ontvangsten betreft, duidt de navolgende tabel aan, per tak van inkomen, in vergelijking met 1908, de vermeerderingen en verminderingen die spruiten uit het nieuw ontwerp van Begrooting van 's Lands Middelen :

	Vermeerderingen.	Verminderingen.
ART. 1. Grondbelasting . . . fr.	332,000 »	»
» 2. Personeele belasting . . .	584,000 »	»
» 3. Patentrecht	1,610,000 »	»
» 4. Jaarrechten op de mijnen	»	523,000 »
» 5. Douanen	87,150 »	»
» 6. Accijnzen	»	2,117,650 »
» 8. Registratie en overschrijving.	500,000 »	»
» 9. Griffie	20,000 »	»
» 10. Hypotheken — Inschrijvingsrechten	25,000 »	»
» 11. Erfenissen.	500,000 »	»
» 16. Rivieren en vaarten . . .	475,000 »	»
» 20. Spoorweg	»	11,800,000 »
» 21. Telegrafen en telephoon . .	700,000 »	»
» 22. Posterijen	»	362,200 »
» 29. Verscheidene en toevallige opbrengsten	30,000 »	»
» 30. Inkomsten van domeinen.	180,000 »	»
» 34. Opbrengsten van de belegging der gelden voor borgtochten en consignatiën	65,000 »	»
» 42. Deel den Staat voorbehouden door de wet van 26 Maart 1900, in de		
OVER TE DRAGEN. . fr.	5,108,150 »	14,802,850 »

OVERDRACHT . . fr. 5,108,150 » 14,802,850 »

jaarlijksche winsten be- haald door de Nationale Bank van België.	100,000 »	»
ART. 43. Bonificatie van een vierde ten honderd, per halfjaar, op het overschot der ge- middeld boven 275 mil- lioën frank in omloop zijnde bankbrieffjes van de Nationale Bank van België (wet van 26 Maart 1900, art. 2, 3 ^e alinea).	100,000 »	»
» 46. Interesten en dividenden der aandelen van de Nationale Maatschappij voor Buurtspoorwegen.	200,000 »	»
» 50 (nieuw). Voorafflichting op het fonds der Kas voor plaatsvervanging van het Departement van Oorlog	6,892,000 »	»
» 51. Kosten van ontvang der provincie- en gemeente- centiemen	35,000 »	»
» 55. Abonnementen der provin- ciën voor herstellingen tot onderhoud der ar- resthuizen en gerechts- hoven, aankoop en on- derhoud van hun mobi- lair	»	5,000 »
OVER TE DRAGEN . . fr.	12,435,150 »	14,807,850 »

OVERDRACHT . . fr.	12,435,150 »	14,807,850 »
ART. 63. Deel der provinciën en der gemeenten in het betalen der pensioenen van de gemeenteonder- wijzers (wet van 16 Mei 1876.)	168,720 »	»
	<hr/>	
	Fr. 12,603,870 »	14,807,850 »
	<hr/>	
VERMINDERING. . fr.	2,203,980 »	
	<hr/>	

De voorgestelde vermeerderingen en verminderingen, die in de twee vorige tabels zijn aangeduid, worden, zoowel wat de schattingen van ontvangsten als wat de vermoedelijke uitgaven betreft, gebillijkt in de voorafgaande nota's uitmakende het begin der verschillende ontwerpen van Begrooting.

DE BELASTING OP DEN BRANDEWIJN.

Nakomende tabel, welke het vervolg uitmaakt van degene die tot dusver in de Algemeene Toelichtingen zijn voorgekomen, toont aan dat de strekking tot vermindering van de hoeveelheid gedronken alcohol blijft voortbestaan.

De omtrent de acht eerste maanden van dit jaar officieel gekende feiten, wijzen op een verbruik van 5^l47 in 1908 tegen 5^l58 in 1907.

Brandewijn. — Toestand gedurende de jaren 1890 tot 1908.

	1890.	1891.	1892.	1893.	1894.	1895.	1896.	1897.	1898.	1899.	1900.	1901.	1902.	1903.	1904.	1905.	1906.	1907.	1908.		
	H. aan 50°.	H. aan 50°.	H. aan 50°.	H. aan 50°.	H. aan 50°.	H. aan 50°.	H. aan 50°.	H. aan 50°.	H. aan 50°.	H. aan 50°.	H. aan 50°.	H. aan 50°.	H. aan 50°.	H. aan 50°.	H. aan 50°.	H. aan 50°.	H. aan 50°.	H. aan 50°.	H. aan 50°.	1908. 8 maanden. — H. aan 50°.	
Inlandsche vervaardiging.	Wettig vastgestelde hoeveelheden	566,284	588,135	587,822	584,370	594,731	623,431	546,471	592,645	593,341	678,456	716,951	736,905	657,165	492,213	658,034	618,726	636,503	667,630	462,216	
	Onder het vroeger stelsel vrij zijnde overschotten (8 % der wettig vastgestelde hoeveelheden)	45,303	47,051	47,026	46,720	46,776	50,272	43,712	31,600	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Totaal der opbrengst.	611,587	635,186	634,848	631,090	631,507	678,703	590,183	624,245	593,341	678,456	716,951	736,905	657,165	492,213	658,034	618,726	636,503	667,630	462,216		
Ingevoerde	15,050	16,429	16,309	16,020	18,041	18,286	17,642	12,173	12,484	12,297	13,960	17,857	11,850	10,471	10,622	12,316	12,781	14,058	9,649		
TOTALEN.	626,637	651,615	651,157	647,110	649,548	696,989	607,825	636,418	605,825	690,753	730,911	754,762	669,015	502,684	668,656	631,042	649,287	681,688	471,865		
Uitvoer met afschrijving der rechten.	17,418	10,202	9,798	4,302	4,453	4,761	3,740	2,972	26,161	108,868	83,567	58,349	52,287	67,413	151,100	128,201	127,801	108,310	66,983		
Blijft over voor het verbruik.	609,219	641,413	641,359	642,808	645,095	692,228	604,085	633,446	579,664	581,885	647,344	696,413	616,728	435,271	507,556	502,841	521,478	573,378	404,882		
Hoeveelheden benuttigd voor nijverheidsverbruik (*)	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	15,000	20,047	26,368	40,129	65,172	94,290	96,558	112,297	173,150	141,449		
Hoeveelheden bestemd tot 's menschen verbruik.	594,219	626,413	626,359	627,808	630,095	677,228	589,085	618,446	564,664	566,885	627,297	670,045	576,599	370,099	413,266	406,283	409,181	400,228	263,433		
Bevolking (2)	6,069,321	6,129,054	6,189,375	6,250,189	6,311,803	6,373,922	6,436,653	6,500,001	6,563,973	6,628,573	6,693,810	6,759,690	6,826,219	6,893,403	6,961,248	7,029,761	7,098,642	7,168,816	7,238,848		
Vermoedelijk verbruik (4) per inwonershoofd. (Getal liters)	9 lit. 79	10 lit. 22	10 lit. 12	10 lit. 04	9 lit. 98	10 lit. 62	9 lit. 15	9 lit. 51	8 lit. 60	8 lit. 55	9 lit. 37	9 lit. 91	8 lit. 45	5 lit. 37	5 lit. 94	5 lit. 78	5 lit. 76	5 lit. 58	5 lit. 47		
	10 lit. 03			9 lit. 76			8 lit. 98			5 lit. 69											

(1) Waarvan 395,203 hectoliters voortgebracht onder het stelsel dat bestond vóór de wet van 15^{en} April 1896 en 197,442 onder het nieuw stelsel.

(2) Vóór de wet van 1896 werd geene afschrijving van accijs verleend wegens alcohol benuttigd bij nijverheidsverbruik; na onderzoek werd op 15,000 hectoliters geschat, de hoeveelheid alcohol welke, vóór 1897, tot dit verbruik benuttigd werd. In 1897 bedroeg de hoeveelheid met afschrijving van den accijs benuttigd door nijverheden die van alcohol gebruik maken, ongeveer 10,000 hectoliters. Er wordt geschat, dat het verschil van 5,000 hectoliters voortgegaan is met benuttigd te worden zonder afschrijving der rechten; deze hoeveelheid is begrepen in de cijfers vermeld voor de jaren 1897 tot 1908.

(3) Onder bevolking van 1890 en van 1900 dient verstaan te worden, de van rechtswege door de tienjaarlijksche optelling aangeduide bevolking. Voor de overige jaren, is de bevolking vastgesteld geworden volgens eene aanhoudende klimming spruitende uit de cijfers van 1890 en van 1900.

(4) De werkelijkheid komt slechts met dit vermoeden overeen voor zoover de op 1^{en} Januari bestaande voorraad, in den loop van het jaar, geene vermeerdering of vermindering heeft ondergaan.

(5) Dit cijfer is berekend geworden op voet van de gedurende de acht eerste maanden vastgestelde feiten.

[N 4]

(VI)

DE BEGROOTINGSCOMPTABILITEIT.

Zooals in de vorige toelichtingen door de Regeering werd opgemerkt, drukken de nieuwe lasten, die uit de in 1895 ingevoerde comptabiliteitswijzigingen voortvloeien, vrij zwaar op de vereischten tot behoud van het evenwicht der Algemeene Begrooting. Zij hebben deze nochtans niet verhinderd eens te meer in 1907, met eën tegoed te sluiten, en zulks niettegenstaande de ongunstige uitslagen van de spoorwegexploitatie, waarvan het tekort over 1907 de som van fr. 6,811,380 28 bedraagt. Dit onvoordeelig saldo, volgende op een batig saldo dat, in 1906, fr. 8,174,298 76 bedroeg, duidt eene afwijking aan van fr. 14,985,679 04; het jaar 1908 zal dus, op zijne beurt, voor eene vermoedelijk hoogere som dan die betreffende 1907, moeten geboekt worden onder de jaren van tekort voor ons spoorwegnet.

De netelige economische toestand, zooniet de crisis, die overal heerscht en waarvan gemelde cijfers getuigen, zou, naar het voorkomt, een schadelijken invloed moeten hebben op de algemeene begrooting van een land waar, zooals in België, de helft der middelen uit de bron de weggelden wordt geput. Doch, van nu af, vermindert de beduchtheid voor eene lange crisis, en doen zich verschijnselen voor die het herleven der nijverheids- en handelszaken laten verhopen, zoodat een streven van enkele maanden tot beperking der uitgaven volstaan zal hebben om het begrootingsevenwicht te verzekeren.

Voor het eerstkomend dienstjaar bedragen hooger bedoelde nieuwe lasten, inzonderheid wat betreft de verplichte delging der Openbare Schuld, eene som van . . . fr. 12,500,000 »
 en wat betreft de uitzonderlijke uitgaven, eene som van fr. 12,500,000 »

Onder laatstgemelde uitgaven zijn er die uitgesteld konden worden, namelijk die voor militaire doeleinden; in stede van ze te verdagen, heelt de Regeering verkieslijk geacht ze te

dekken bij middel eener vooraflichting op het fonds voor plaatsvervangning.

De volgende tabel geeft jaar aan jaar op, voor het jongst-verloopen tienjarig tijdvak, het bedrag van het werkelijk batig saldo en het bedrag der uitzonderlijke uitgaven.

DIENSTJAREN.	WERKELIJKE BONF'S.	UITZONDERLIJKE UITGAVEN.	Aanmerkingen.
1898	12,100,949 55	10,791,145 49	
1899	17,601,155 44	16,780,364 49	
1900	15,049,989 97	13,974,845 74	
1901	2,539,525 11	13,856,763 10	
1902	3,215,338 72	13,653,128 48	
1903	2,901,290 91	10,904,563 18	
1904	6,231,764 57	11,336,373 91	
1905	14,737,030 38	19,130,182 80	
1906	5,646,580 11	22,667,054 50	
1907 (*)	1,050,000 »	21,024,000 »	(*) Benaderende uitslag

DE BUITENGEWONE UITGAVEN EN DE OPENBARE SCHULD.

In de vroegere Algemeene Toelichtingen, heeft de Regeering uitlegging gegeven over de werkwijze van de Buitengewone Begrooting, alsmede over het wettige en voordeelige der leening in de voorwaarden als deze in België wordt gedaan.

De kredieten waarmede, voor het uitbetalen der interesten en het verplichtend delgen der Openbare Schuld, de gewone begrooting wordt bezwaard, maken in werkelijkheid den last der Openbare Schuld uit; bij annuïteiten verzekeren zij de uitbetaling der uitgaven welke door de leening werden bestreden en, bij middel van de jaarlijksche geldbronnen van den Staatsschat, maken zij dat die leening trapsgewijze wordt gedelgd. Dus is de schuld geen last verschillend van de andere lasten die in de gewone uitgaven zijn begrepen.

Van belang is het, dienvolgens, ten opzichte van het evenwicht der Algemeene Begrooting, zich rekening te geven over het opbrengstvermogen der leening, en te onderzoeken in welke mate de inkomsten opgebracht door de uitgaven waaraan zij werd besteed, de interesten en de schulddelging dekken.

Met dat doel werd de nakomende tabel opgemaakt; onder beknopten vorm van balans (¹), vat die tabel samen de cijfers der Algemeene Begrooting voor 1909, zooals die uit de Begrootingsontwerpen spruiten.

De in *debet* voorkomende uitgaven worden in twee hoofdklassen verdeeld : in de eerste zijn begrepen de uitgaven betreffende de exploitatie van de nijverheidsregie's, wier lasten de Staat op zich heeft genomen (spoorwegen, posterijen, telegrafien, telephoon, zeewezen), en die betreffende zijn *privaat domein*, alsmede de jaarlijksche lasten van de interesten en van de delging der openbare schuld, welke laatste bijna uitsluitelijk werd aangegaan wegens de uitgaven verwekt door de inrichting en de uitrusting der gemelde regie's of eigenbeheeren ; — de tweede omvat de eigenlijk gezegde openbare uitgaven, met inbegrip van de uitzonderlijke uitgaven die, vroeger, op de Buitengewone Begrooting voorkwamen.

In *credit* komen voor, tegenover elke der bovengemelde klassen van uitgaven, de daartegen opwegende ontvangsten : vooreest, dat wat geheeten mag worden het *privaat inkomen* van den Staat, 't is te zeggen, opbrengst der geldelijke beleggingen en de bruto ontvangst der eigenbeheeren ; vervolgens, de openbare inkomsten bestaande inzonderheid uit de opbrengst der belastingen.

(¹) De uitslagen der dienstjaren 1905 tot 1907 werden onder denzelfden vorm voorgesteld in de toelichting over den toestand der Openbare Schatkist op 1 Januari 1908.

DEBET.

Balans van het dienstjaar 1909, volgens de

	Geconsolideerde schuld.	Interest	103,338,547 17	} 115,838,910 93		
		Delging	12,500,363 76			
	Annuliteiten door den Staat verschuldigd.	Interest	12,349,078 26	} 16,194,824 27		
		Delging	3,845,746 01			
Uitgaven betreffende den dienst der schuld. Hoofdstuk I van de Begrooting der Openbare Schuld.	Vlottende schuld. — Interest der Schatkistbons		3,500,000 »			
					135,533,735 20	
	Tusschenkomst van den Staat in de vorming van het aanlegkapitaal der buurtspoorwegen		3,260,000 »			
	Tusschenkomst van den Staat in de vorming van het kapitaal van de Naamlooze Vennootschap der vaart- en haveninrichtingen van Brussel		350,000 »			
	Andere lasten		867,187 76			140,010,922 96
Uitgaven betreffende de Staatsregie's.	Spoorwegen, posteries en telegrafen, telefoon en zee- wezen (*)		221,371,628 »			
	Privaat domein van den Staat		1,181,000 »			222,552,628 »
					362,563,550 96	
Andere uitgaven.	Gewone uitgaven		243,833,126 68			
	Uitzonderlijke uitgaven		12,499,055 47			256,332,182 15
Overschot van ontvangst. (Boni.)					305,210 80	
					619,200,944 »	

(*) Met inbegrip der pensioenen die van gemelde diensten uitgaan.

cijfers van het ontwerp van Algemeene Begrooting.

CREDIT.

Rechtstreeksch inkomen der kapitalen.	Interesten en dividenden der aandelen van de Nationale Maatschappij voor buurtspoorwegen	2,700,000 »	
	Interesten en dividenden der aandelen van de Maat- schappij van den Congospoorweg	980,000 »	
	Aandeel van Staat in het dividend toegekend, voor het diensjaar 1907, aan de aandeelhouders van de Naam- looze Vennootschap der Vaart- en haveninrichtingen van Brussel	200,000 »	
	Interesten van obligatiën van Vennootschappen voor zeereederij	165,000 »	
	Vergoeding door de Chineesche Regeering uitbetaald (1).	1,210,100 »	5,255,100 »
Bruto opbrengst der regie's.	Spoorwegen, posteries, telegrafien, telefoon en zee wezen	307,339,100 » (2)	
	Privaat domein van den Staat	2,480,000 »	309,819,100 »
			315,074,200 »
Opbrengst der belastingen.	Rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen.	202,498,500 »	
	Registratie	73,203,000 »	275,701,500 »
Andere ontvangsten		28,425,244 »	304,126,744 »
			619,200,944 »

(1) Deze vergoeding, toegekend aan verschillende particulieren en maatschappijen, werd door den Staatsschat gekapitaliseerd krachtens de wet van 14 Mei 1904.

(2) Na aftrek van eene som van 13,976,900 frank aan het gemeentefonds toegekend op de opbrengst der Posteries.

Uit die cijfers blijkt, dat de jaarlijksche lasten der interesten en der delging van de openbare schuld, vermeerderd met de uitgaven betreffende de exploitatie van de nijverheidsrégie's en van het privaat domein van den Staat, op 47 millioen na, gedekt is door de bruto opbrengst dezer beheeren en door het inkomen der geldelijke beleggingen. Ook mag niet uit het oog worden verloren, dat de kapitalen die tot de groote openbare werken worden aangewend niet onmiddellijk winst afwerpen; zulks is het geval met de aanzienlijke uitgaven waartoe de uitbreidingen van den spoorweg aanleiding geven: tijdens de voor de uitvoering der werken vereischte jaren brengen deze uitgaven niet het minste op, doch worden geleidelijk winstafwerpend om slechts hun gansch opbrengstvermogen te bereiken nadat de nieuwe inrichtingen gedurende een lang tijdperk in gebruik zijn.

Anderdeels mag worden beweerd, dat dit verschil van 47 millioen gansch zou verdwijnen, moest het mogelijk zijn de opbrengst te berekenen van de uitgaven wegens economische inrichting, uitgaven van wier onrechtstreeksch werkvermogen geen bijzonder bewijs in de Begrooting voorkomt en waarvan het bedrag als kapitaal, van 1830 tot 1907, ongeveer 775 millioen bereikt (1).

(1)	Havens en kusten	fr.	258,357,985	80
	Vaarten en rivieren		350,102,410	86
	Wegen en bruggen, enz.		165,849,187	83
	TE ZAMEN	fr.	774,309,584	49

(2) Tabel getrokken uit die verschenen in de voorafgaande nota van de Begrooting van Buiten

	1895.	1896.	1897.	1898.	1899.	
Onroerend publiek domein :						
a) Aankopen	115,526 46	34,194 31	»	95,000 »	»	
b) Gebouwen. {	Justitiepaleizen, gevangenissen, weldadigheidsgestichten	175,116 04	64,432 81	1,250 »	»	»
	Monumenten en verschillende gebouwen	1,688,261 07	773,893 88	187,146 81	»	280,279 08
	Gestichten voor het onderwijs, voor muziekconservatoriums en museums.	841,045 87	96,971 38	269,907 21	213,412 41	73,462 57
Kunst- en wetenschappelijke werken, tentoonstellingen	57,411 49	11,962 51	»	»	»	
Krijgsgebouwen, vestingwerken, bewapening	4,484,058 42	5,188,819 03	5,453,761 53	1,280,043 19	251,284 87	
Verskillende uitgaven	1,144,147 44	414,449 91	»	»	»	
TOTAAL	8,505,566 79	6,584,723 83	5,912,065 55	1,588,455 60	605,026 52	

Het voordeelafterwend gebruik der leening zijnde aldus bewezen, zoo is het uiterst belangvol aan te toonen, dat de Regeering er toe gekomen is de buitengewone uitgaven, die aan de economische inrichting vreemd zijn, te bestrijden zonder haren toevlucht tot het krediet te moeten nemen.

Onderstaande tabel (²) toont aan dat, gedurende het tijdvak 1895 tot 1907, de eigenlijk gezegde buitengewone uitgaven, andere dan die betreffende de economische inrichting, geklommen zijn tot fr. 73,441,349 36.

Welnu, gedurende ditzelfde tijdvak zijn de boni's der Algemeene Begrooting, boni's welke in vermindering van de aan de leening gevraagde kapitalen komen, geklommen tot fr. 100,264,759 80, te weten :

Dienstjaar 1895.	fr.	7,316,833 05
— 1896.		6,103,286 56
— 1897.		5,771,014 43
— 1898.		12,100,949 55
— 1899.		17,601,156 44
— 1900.		15,049,989 97
— 1901.		2,539,525 11
— 1902.		3,215,338 72
— 1903.		2,901,290 91
— 1904.		6,231,764 57
— 1905.		14,737,030 38
— 1906.		5,646,580 11
— 1907.	(Benaderend cijfer)	1,050,000 »
		100,264,759 80

gewone ontvangsten en uitgaven over het dienstjaar 1908. (*Parl. besch.*, Kamer, n^o 141, blz 4-5.)

1900.	1901.	1902.	1903.	1904.	1905.	1906.	1907.	Algemeen totaal.
2,611,480 96	187,464 51	1,070,098 »	2,054,631 14	3,564,174 64	2,188,053 13	2,025,960 12	2,549,127 68	16,495,713 95
»	»	»	»	»	»	»	»	240,798 85
8,040 73	80,233 33	226,186 82	548,799 70	247,711 74	1,234,680 59	1,559,958 99	1,407,706 22	8,242,898 96
253,832 86	391,801 16	237,437 24	534,872 55	871,253 32	965,275 12	876,285 73	1,482,923 07	7,108,480 49
»	»	»	»	»	»	»	»	69,374 »
242,263 20	329,123 64	20,671 64	1,032,331 71	1,096,769 76	1,733,174 49	5,753,484 27	5,859,740 01	32,725,485 76
»	»	»	1,443,340 93	2,959,467 83	1,033,480 91	1,563,710 33	»	8,558,597 35
3,115,617 75	988,722 64	1,514,353 70	5,613,979 03	8,739,377 29	7,154,664 24	11,779,399 44	11,299,496 98	73,441,349 36

Hetgeen in andere woorden wil zeggen, dat moesten die 73 millioen uitgaven, in stede van op de Buitengewone Begrooting te zijn gebracht, voorkomen op de Gewone Begrooting onder de « uitzonderlijke uitgaven », dan zou daardoor het evenwicht der Begrooting geen gevaar hebben geloopt : De boni's over gansch het tijdvak 1895-1907, zouden dan nog de som van fr. 26,823,410 44 hebben bereikt.

De twee voorwaarden die tot de billijkheid der leening vereischt zijn, worden dus bevestigd : eenerzijds, wordt de algeheelheid onzer leeningen — en zelfs een gedeelte onzer gewone inkomsten — besteed aan uitgaven voor oeconomische inrichting die, rechtstreeks of onrechtstreeks, voordeel afwerpen ; anderzijds, het aldus tot stand gebrachte werkingsvermogen van 's Lands uitrusting heeft tot gevolg dit van de lasten der leening vrij te houden.

De Minister van Financiën,

JUL. LIEBAERT.